

« Pas d'illusion de l'Ukraine quant au soutien de l'UE »

RUSSIE/UKRAINE Une experte analyse la réaction internationale aux tensions avec la Russie

- ▶ Petro Porochenko demande à l'Otan de déployer des navires en mer d'Azov
- ▶ Les pays européens appellent les deux pays à la retenue sur le plan militaire.
- ▶ « Les attentes ukrainiennes sont en permanence frustrées par la réponse européenne », estime Anna Colin Lebedev, spécialiste des sociétés post-soviétiques.

ENTRETIEN

Il s'agit de la première confrontation militaire ouverte entre Moscou et Kiev depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et le début du conflit armé qui a fait plus de 10.000 morts. Dimanche, la Russie a intercepté par la force trois navires de la Marine ukrainienne en mer d'Azov, non loin de la péninsule ukrainienne annexée. Une « agression » russe selon le président ukrainien Petro Porochenko qui a demandé à l'Otan une « réponse ferme ».

Les pays européens ont tenté ce jeudi de calmer les ardeurs de la Russie et de l'Ukraine, Angela Merkel appelant Kiev à la retenue. Peu étonnant pour Anna Colin Lebedev, spécialiste des sociétés postsoviétiques à l'Université Paris Nanterre : « Les attentes ukrainiennes sont en permanence frustrées par la réponse européenne ».

Comment évaluer la gravité de l'incident survenu en mer d'Azov à l'échelle régionale ? Et internationale ?

Il y a plusieurs dimensions à prendre en compte. La première, c'est que le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, qui était plutôt entré dans une phase très ralentie, s'embrace à nouveau, sur un autre site. Cette fois-ci, il n'y a pas d'acteurs séparatistes, pas

d'acteurs locaux, c'est une confrontation ouverte entre deux pays en guerre. L'impact va bien au-delà de l'incident maritime. Pour l'Ukraine, outre l'impact politique, le fait d'avoir une nouvelle agression du pays par lequel ils se sentent déjà agressés et menacés depuis 2014, il y a un impact économique très important. La voie maritime et centrale pour le commerce extérieur ukrainien se retrouve bloquée, puisqu'elle passe précisément par la mer d'Azov. Les pertes économiques, déjà lourdes sur les premiers blocs, s'alourdissent en permanence.

Autre dimension : le problème juridique international concernant la violation des règles régissant la circulation en mer d'Azov. La question que cela pose et que les Ukrainiens cherchent à mettre en avant c'est la question de l'expansionnisme russe. Est-ce qu'il se confirme ? Est-ce que la Russie est en train d'annexer la mer d'Azov et les ports ukrainiens de la mer d'Azov comme elle avait annexé la Crimée ?

Existents-ils aujourd'hui des éléments tangibles qui corroborent cette crainte ?

Il y a incontestablement une dynamique d'élargissement du

contrôle côté russe. Si elle utilisait le soft power, qui fait partie des outils politiques ordinaires et normaux, la situation serait différente. Mais dans la mesure où cette volonté de prendre davantage contrôle est couplée avec un usage de la force... les proportions sont différentes.

Dans la mesure où la Russie considère que les eaux attenantes à la péninsule de Crimée sont des eaux territoriales russes et que pour les Ukrainiens il s'agit d'eaux territoriales ukrainiennes... Ce nouvel épisode repose la question de l'annexion de la Crimée avec acuité, alors qu'elle avait été un peu mise de côté par tout le monde, mis à part l'Ukraine.

Angela Merkel a appelé Kiev à « rester avisée », assurant qu'il n'était possible de « résoudre les choses qu'en restant raisonnable, en discutant les uns avec les autres ». Les réactions des Occidentaux sont très prudentes. Pourquoi ?

Avant ce jeudi, les réactions claires ont tardé. Depuis les deuxièmes accords de Minsk, il n'y avait pas eu de grands mouvements de la part, notamment, des acteurs européens. Donc logiquement, l'Ukraine a de nou-

veau sollicité les pays faisant partie du groupe de Minsk pour intervenir dans ce que les Ukrainiens considèrent comme une nouvelle phase de la guerre. Il y a un vrai enjeu, une véritable attente de réponses. Historiquement, dans le conflit dans le Dombass, le groupe de Minsk (Grande-Bretagne, Allemagne, France) avait joué un rôle très actif. Les Etats-Unis avaient

condamné, logiquement, très clairement les actions de la Russie. L'Ukraine attend beaucoup de la part des Etats-Unis. Mais dans cette guerre, les attentes ukrainiennes sont en permanence frustrées. Au début de la guerre dans le Dombass, les Ukrainiens pensaient sincèrement que l'Occident allait réagir très fermement. L'Union européenne, à force de réitérer ses « profondes préoccupations » a beaucoup agacé les Ukrainiens. Aujourd'hui, cette réaction est même devenue un même [phénomène repris et décliné en masse sur Internet, NDLR] : dès qu'il se passe quelque chose de grave qui affecte l'Ukraine, les internautes ressortent l'expression « profonde préoccupation » pour se moquer de ce qu'ils considèrent comme de l'inaction de la part de l'UE. De la part du pouvoir politique ukrainien, il y a une réelle volonté de peser dans cette nouvelle crise mais la population, les analystes ukrainiens ne se font aucune illusion sur la réaction européenne.

Moscou n'a pas nié ses responsabilités dans cette nouvelle crise ukrainienne. Comment expliquer cette réaction ?

Effectivement, il n'y a pas de déni de responsabilité. C'est considéré comme un fait mineur. L'analyse russe est de dire qu'il s'agit d'une manœuvre électorale du président ukrainien pour regagner le soutien de sa population, que les Occidentaux vont se jeter sur l'occasion pour chercher à sanctionner la Russie. C'est, en somme, une lecture russe officielle... tout à fait classique. ■

Propos recueillis par
MARINE BUISSON

sommet du G20 Quelques tangos improbables à Buenos Aires

BUENOS AIRES

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Combien de duos seront-ils à danser le tango ? C'est la principale question que l'on pouvait se poser à Buenos Aires jeudi, où de massifs avions ont déposé au fil de la journée la majeure partie des 20 chefs d'Etat des plus grandes économies du monde, qui débattront vendredi et samedi de la coopération internationale, qui en a sacrament pris un coup ces derniers temps, guerres commerciales obligent.

Trump et Poutine

Le « tango » le plus attendu a été annulé jeudi en début d'après-midi, heure américaine par un tweet – comment pourrait-il en être autrement ? – du président américain. Donald Trump a annoncé en montant à bord d'Air Force One l'annulation de sa rencontre avec son alter ego russe Vladimir Poutine, en raison bien sûr de l'escalade militaire en mer d'Azov – lire ci-dessus. Avant de monter dans l'hélicoptère qui allait l'emmener vers la base militaire d'Andrews, M. Trump avait pourtant encore tweeté qu'une rencontre avec Poutine à Buenos Aires serait un moment « *opportun* » pour discuter de la crise en question.

Preuve, peut-être, que les aficionados de la « pensée triste qui se danse » ne devaient pas désespérer d'un énième changement d'avis du président américain quant à un pas de deux avec le maître du Kremlin...

Il s'annonçait clair en tous les cas,

que le regain de tension russo-ukrainienne constituera l'un de ces sujets hors agenda qui pèseront sur le sommet des G20 : tous les participants européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, et aussi l'UE représentée par ses présidents Tusk et Juncker, mais aussi le Turc Erdogan, grand voisin régional) sont directement concernés par la mauvaise tournure des événements au large de la Crimée annexée, et par leurs intérêts stratégiques respectifs en lien avec Moscou.

Erdogan et MBS

Autre « tango » guetté avec grande curiosité sur la rive Ouest du Rio de la Plata : celui, ni annoncé ni infirmé, que danseront peut-être le maître de la Turquie Recep Tayyip Erdogan, et le maître en second mais véritable homme fort de l'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, dit « MBS ». Le premier accuse le second, sans l'avoir jamais directement nommé, d'avoir commandité l'assassinat abject du journaliste « dissident » Jamal Khashoggi dans l'enceinte du consulat saoudien d'Istanbul.

M. Erdogan aurait indiqué n'avoir pas de raison de « *ne pas rencontrer* » « MBS » lors d'une bilatérale en marge du sommet. Il est vrai que les deux, qui ne se sont pas rencontrés depuis que le journaliste a été démembré sur les rives du Bosphore, auraient des choses à se dire...

Mais les autres dirigeants mondiaux,

Trump peut-être inclus – le « peut-être » est toujours de mise avec le président U.S. – préféreront sans doute se limiter aux contacts inévitables avec « MBS » dans le cadre des rencontres plénières. Car la gêne est perceptible, entre le respect et des intérêts partagés avec leur principal fournisseur de pétrole et gros acheteur d'armes, et les pudeurs qu'imposent la sinistre élimination de Khashoggi et la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen.

Des pudeurs que n'a évidemment pas eues l'organisation de droits humains Human Rights Watch. HRW a porté

plainte devant la justice argentine afin que soit interpellé et jugé, en vertu de la compétence universelle assumée par ce pays, le prince saoudien. Un juge a de ce fait demandé aux autorités du pays de vérifier la situation pénale et le statut diplomatique de « MBS ». Lequel, faut-il préciser, ne devrait pas trop craindre une justice locale notoirement lente voie corrompue, bien qu'en Amérique du Sud rien n'est jamais sûr.

Enfin, avec un aréopage qui compte depuis l'an dernier à Hambourg un chef de gouvernement populiste de plus avec le Premier ministre italien Giuseppe Conte, et en accueillera un autre l'an prochain avec le président élu brésilien Jair Bolsonaro, c'est dire que les débats sur l'avenir de la coopération multilatérale n'en seront que plus difficiles. Le son du tango ne devrait aucunement faciliter les choses. ■

JUREK KUCZKIEWICZ